



TROISIÈME EXPOSÉ

LA JUSTICE POUR TOUS ET

LE CONTRAT SOCIAL EN PÉRIL



Les Pionniers pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives reçoivent un généreux soutien financier du Ministère néerlandais des Affaires Etrangères et de la Fondation Charles Stewart Mott pour leur travail sur la Justice pour Tous/Toutes.



Cette œuvre est placée sous licence Creative Commons Attribution 4.0 International License (CC BY 4.0) <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>. En vertu de la licence Creative Commons Attribution, vous êtes libre de copier, distribuer, transmettre et adapter cette œuvre, y compris à des fins commerciales, à condition d'en mentionner la source et d'indiquer les modifications apportées.

Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies, La justice pendant la pandémie - Troisième exposé : La justice pour tous et le contrat social en péril (New York : Center on International Cooperation, 2021). Disponible sur <https://www.justice.sdg16.plus/>

Photos de couverture : Fancycar / Shutterstock.com, Vic Josh / Shutterstock.com, Jennifer M. Mason / Shutterstock.com, Chadolfski / Shutterstock.com, Arun Sambhu Mishra / Shutterstock.com, Jorge hely veiga / Shutterstock.com

La justice dans la pandémie - Troisième briefing

La justice pour tous et le contrat social en péril

Auteurs principaux

David Steven, Senior Fellow, Center on International Cooperation

Maaïke de Langen, Chargée de Programme Pathfinders for Justice,
Center on International Cooperation

Sam Muller, Directeur Général, HiIL

Mark Weston, chercheur et consultant indépendant

Coauteurs

Adna Karamehic-Oates, Adrian Di Giovanni, Alisa Jimenez, Allyson Maynard-Gibson, Ariana Lippi, Beverley McLachlin, Felix Steffek, Gerald Abila, Gustavo Maurino, Harshani Dharmadasa, Juan Botero, Karina Gerlach, Kristen Hope, Kristina Simion, Leoni Cuelenaere, Liv Tørres, Maha Jweied, María Fernanda Rodríguez, Mark Beer, Michael Warren, Paul Prettitore, Pema Doornenbal, Rachel Locke, Sabrina Mahtani, Sara Hossain, Sarah Chamness Long, Sarah Papineau, Sheelagh Stewart, Swati Mehta, Themba Mahleka, Trevor Farrow, Willy Mutunga



« La colère qui alimente deux mouvements sociaux récents reflète une désillusion totale face au statu quo. Partout dans le monde, des femmes ont dénoncé l'un des exemples les plus flagrants d'inégalité entre les sexes : la violence perpétrée par des hommes puissants à l'encontre de femmes qui tentent simplement de faire leur travail. Le mouvement antiraciste qui s'est propagé des États-Unis au monde entier à la suite du meurtre de George Floyd est un signe de plus que les gens en ont assez : assez de l'inégalité et de la discrimination qui traitent les gens comme des criminels sur la base de leur couleur de peau ; assez du racisme structurel et de l'injustice systématique qui privent les gens de leurs droits humains fondamentaux. »

António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies

Introduction

Si certains pays commencent à se remettre des chocs sanitaires et économiques immédiats provoqués par le COVID-19, les répercussions sociales et politiques de la pandémie vont probablement s'étaler sur une génération ou plus. Les mesures prises aujourd'hui peuvent avoir des conséquences qui se feront sentir pendant des décennies dans le futur. Si les gouvernements ne parviennent pas à faire participer toutes les couches de la société à la relance, ou, pire encore, s'ils permettent à l'exclusion sociale existante de s'enraciner et de créer de nouvelles voies vers la marginalisation, ils accumuleront des problèmes qui peuvent éclater en troubles ou en conflits à tout moment.

Les secteurs de justice sont au centre des réponses à la crise. Si les Institutions de justice aggravent les tensions sociales au lieu de les atténuer, le contrat social, l'accord des personnes pour consentir à l'autorité de l'État et suivre les règles en échange de la sécurité, des services publics et de la capacité à « articuler leurs intérêts, exercer leurs droits et arbitrer leurs différends »¹, s'effondrera. Inversement, si les acteurs de justice sont perçus comme des défenseurs de l'équité et de l'inclusion, ils peuvent contribuer à instaurer la confiance et à donner aux sociétés la cohésion nécessaire à un redressement pacifique et prospère.

Justice pour tous et contrat social en péril est le troisième exposé d'une série qui passe en revue le rôle des secteurs de justice dans la réponse à la pandémie de COVID-19.

Le premier exposé, *Justice pour tous et l'urgence de santé publique*, examine le rôle des acteurs de justice dans l'atténuation des impacts immédiats du coronavirus. Il souligne la nécessité de protéger le personnel de justice contre la maladie tout en trouvant des moyens de continuer à fournir des services de justice et d'appliquer les mesures d'urgence de manière équitable.²

Le deuxième exposé, *Justice pour tous et crise économique*, évalue la contribution que peuvent apporter les secteurs de justice alors que les gouvernements et les communautés sont confrontés aux économies stagnantes, une augmentation des pertes d'emploi et des faillites, ainsi qu'une hausse de la dette et de la pauvreté. Pour répondre à la demande croissante, le système de justice devrait privilégier les solutions extrajudiciaires et investir dans les contacts personnels ; travailler avec des partenaires non judiciaires tels que les syndicats, les fédérations d'employeurs et les conseillers en matière d'endettement ; et utiliser le système de justice de manière stratégique, en collaborant avec d'autres secteurs pour aider à reconstruire les économies.³

La justice est un secteur essentiel dans les relations entre les États, les communautés et les personnes. Les systèmes de justice qui fonctionnent bien peuvent contribuer à renforcer la confiance dans les institutions de l'État et donner aux gouvernements le droit de diriger les relances. D'autre part, les abus commis par les acteurs de justice ou l'incapacité à fournir les services et l'équité de base dont les gens ont besoin dans leur vie quotidienne peuvent entraîner une rupture sociale, des conflits violents et une perte de confiance qui rendront la tâche des gouvernements impossible et anéantiront tout rêve de progrès social et économique.

1 à 2 ans

Crise de santé publique

5 à 10 ans

Crise économique, de l'emploi et financière

Une génération ou plus

Bouleversement politique, social et culturel

Un

Justice et crise sociale

Les bouleversements sociaux et politiques provoqués par la pandémie de COVID-19 se précisent aujourd'hui. La façon dont les gouvernements réagissent à ces bouleversements déterminera s'ils saisissent l'occasion d'instaurer la confiance et de renforcer le contrat social entre l'État, les communautés et la population. Les systèmes de justice ont trop souvent contribué à alimenter la méfiance et à affaiblir les relations entre l'État et la société. Mais en adoptant une approche de justice centrée sur les personnes, ils peuvent jouer un rôle central dans la relance après la pandémie, en aidant leurs sociétés à se reconstruire de manière équitable, inclusive et durable.

Un besoin urgent de justice

Pour faire face à la pandémie de COVID-19, les gouvernements ont fait peser une lourde responsabilité sur les acteurs de justice. Les systèmes de justice formels et informels ont été sollicités pour faire face aux répercussions du COVID-19 sur la santé, comme l'augmentation de la violence domestique et les mesures d'urgence pour contenir le virus.⁴ Ils ont également joué un rôle clé dans la réponse aux impacts économiques de la pandémie, notamment l'augmentation de l'endettement, les expulsions, les pertes d'emploi, les faillites et les litiges sur les testaments dus à l'explosion du nombre de décès.⁵ Dans certains contextes, les acteurs de justice ont subi des attaques violentes alors qu'ils s'efforçaient d'étendre plus largement l'offre de justice.

La visibilité des secteurs de justice s'est accrue à mesure que leur rôle s'est élargi. La confiance dans l'équité de la réponse des États à la pandémie s'est accrue là où les acteurs de justice traitent les gens de manière équitable et inclusive et qu'ils contribuent à réduire les inégalités et la marginalisation sur lesquelles la pandémie a prospéré.⁶

Trop souvent, par contre, c'est le contraire qui s'est produit. L'application stricte des mesures de confinement, surtout lorsqu'elle est associée à une discrimination raciale ou à d'autres formes de discrimination souvent systémique, s'est avérée être une recette pour l'instabilité.⁷ La corruption qui reste impunie intensifie la frustration de ceux qui respectent la loi.⁸ Et lorsque les systèmes de justice ont été complices des efforts déployés par les gouvernements pour utiliser la pandémie afin d'étouffer la dissidence, de reporter ou d'influencer illégalement les élections et de fermer l'espace civique, ils ont contribué à alimenter des griefs qui pourraient dégénérer en conflits dans les années à venir.⁹

Le meurtre par la police de George Floyd aux États-Unis, la répression de l'opposition politique au Myanmar, en Biélorussie et à Hong Kong, et les violations des droits de l'homme perpétrées en toute impunité par la brigade spéciale anti-braquage (SARS) du Nigeria sont des exemples récents de la manière dont les abus des acteurs de justice peuvent susciter des protestations nationales, voire internationales.¹⁰

« Pas de justice, pas de paix », tel était le cri de ralliement derrière les manifestations du mouvement Black Lives Matter de 2020, et les injustices infligées par les acteurs du système de justice aux personnes issues de minorités ethniques et de communautés marginalisées sont les symptômes les plus visibles de l'incapacité plus générale des États à respecter les droits de tous et à inclure toutes les couches de la société dans la poursuite des objectifs économiques et sociaux.

Avant même que la pandémie ne s'installe, il existait un besoin massif et non satisfait de justice. Simultanément, 1,5 milliard de personnes ont un problème de justice civile, administrative ou pénale qu'elles ne parviennent pas à résoudre, et 253 millions vivent dans des conditions d'injustice extrême, sans protection juridique. Parallèlement, au moins 4,5 milliards de personnes n'avaient pas accès aux possibilités offertes par la loi, se marier, posséder des biens, trouver un emploi, créer des entreprises ou accéder aux services publics.¹¹

Les contraintes supplémentaires causées par la pandémie ont plus que jamais accrues l'urgence pour le système de justice à renforcer sa capacité à rendre justice dans la vie des citoyens. Dans bon nombre des manifestations récentes, la misère économique causée par le COVID-19 a été le déclencheur de l'éclatement de ressentiments préexistants. Les acteurs de justice doivent démontrer comment ils corrigeront plutôt que de perpétuer les injustices et les inégalités structurelles. Ce n'est pas seulement leur propre légitimité qui est en jeu, mais aussi la confiance entre les personnes et les gouvernements et les liens qui unissent nos sociétés.¹²

Les impacts sociaux de la pandémie

Dès le début de la pandémie de COVID-19, il était clair que les impacts s'étendaient au-delà de l'atteinte à la santé des individus. Étant donné que des mesures de confinement étaient imposées dans le monde entier, l'activité économique s'est arrêtée, entraînant des fermetures d'entreprises, des licenciements massifs de travailleurs et ¹³l'explosion de la dette individuelle et nationale.¹⁴ Le confinement des personnes à leur domicile a entraîné une augmentation de la violence conjugale, avec un impact particulier sur les femmes et les enfants, et a réduit les recours dont disposent les victimes.¹⁵ Des centaines de milliers d'enfants ont été orphelins du fait de la pandémie, avec des conséquences à long terme pour leurs communautés et pour eux.¹⁶ Et puisque la production et la distribution agricoles ont été réduites, la hausse des prix des denrées alimentaires a accru l'insécurité alimentaire et plongé des centaines de millions de personnes dans la pauvreté, ou l'ont aggravée.¹⁷

La réponse du monde au virus a connu des succès. Certains gouvernements ont réussi à contenir les infections et à limiter le nombre de décès, parfois en imposant des mesures de santé publique draconiennes. D'autres ont limité les retombées économiques en empruntant pour soutenir les travailleurs licenciés ou les propriétaires de petites entreprises insolvables, en tirant les leçons des échecs de la crise financière de 2008 et en ciblant les particuliers et les petites entreprises plutôt que les banques avec des programmes d'aide financière.¹⁸ Les vaccins contre le COVID-19 ont été développés avec une rapidité sans précédent à la suite d'un effort de recherche collaboratif mondial, et les pays riches ont pu immuniser la majorité de leurs populations.



Peu de sociétés ont cependant réussi à empêcher le virus de toucher certains groupes de population plus gravement que d'autres. Dans les pays à revenu élevé comme dans les pays à faible revenu, les individus et les communautés qui étaient déjà victimes d'exclusion et de discrimination en ont subi les effets de plein fouet.¹⁹ Les personnes issues de minorités ethniques, les réfugiés et autres migrants, ainsi que les personnes vivant dans la pauvreté, ont subi des taux d'infection plus élevés, une morbidité et une mortalité accrues, ainsi que des pertes de revenus plus importantes.²⁰

Les politiques en matière de confinement ont, elles aussi, pesé davantage sur ceux qui ont moins d'influence et de pouvoir sur la façon dont la société est gérée. Les enfants et les jeunes se sont vu refuser l'accès à l'éducation et à l'emploi alors qu'ils ne courent qu'un faible risque de maladie grave.²¹ Les mesures de confinement ont souvent visé les zones urbaines où les personnes issues de minorités ethniques ou de communautés pauvres représentent une grande partie de la population.²² Les nouvelles règles ont été appliquées plus vigoureusement dans les zones marginalisées que dans les zones riches, les puissants semblant souvent ne pas être affectés par les restrictions auxquelles est confrontée la société dans son ensemble.²³

Cette répartition inégale des impacts renforce les modèles d'exclusion existants. Selon les estimations, le COVID-19 a fait augmenter le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté de plus de 115 millions en 2020, la plus forte hausse de l'histoire.²⁴ Les pays à faible revenu connaissent une contraction économique nettement plus importante que les économies avancées.²⁵ Dans le monde entier, les personnes issues de minorités ethniques et raciales sont beaucoup plus susceptibles d'avoir connu l'insécurité alimentaire à la suite de la pandémie.²⁶ Alors que les écoles sont contraintes de fermer et de passer à l'enseignement en ligne, le fossé numérique exacerbe les inégalités éducatives entre les enfants, tant à l'intérieur des pays qu'entre eux.²⁷ En plus de devoir faire face à une recrudescence de la violence fondée sur le genre, les femmes ont été plus durement touchées que les hommes par les répercussions économiques de la crise, lesquelles ont annulé des décennies de progrès dans la réduction des inégalités entre les sexes.²⁸

Le contrat social en péril

Ces inégalités et injustices ont déjà entraîné des protestations.

Dès août 2020, la majorité des pays du monde ont connu un certain niveau de désordre en raison de la maladie ou des réactions à celle-ci.²⁹

Au cours des premiers mois, ces manifestations se sont concentrées sur l'incapacité des gouvernements à contenir la pandémie et ses conséquences économiques. Rapidement, cependant, elles « se sont transformées en une suite des mouvements sociaux qui avaient commencé avant la crise ».³⁰ Globalement, le nombre de manifestations a augmenté en 2020 par rapport à 2019, année qui avait elle-même été « particulièrement forte » pour les protestations.³¹

Les plus grands mouvements de protestation de ces dernières années, Black Lives Matter, les manifestations EndSARS au Nigeria, le mouvement #MeToo, le printemps arabe, étaient ancrés dans des injustices structurelles qui, après avoir mijoté pendant des années, ont déclenché des troubles soudains. Le racisme et la discrimination systémiques à l'encontre des communautés les plus pauvres et les plus marginalisées ont laissé aux communautés peu d'options pour lutter contre les injustices autres que de descendre dans la rue pour protester.

L'intensité croissante de ces mouvements, dans des pays de toutes les régions et de tous les groupes de revenus, montre à quel point le contrat social entre l'État, les communautés et les personnes s'effiloche. Les protestations pacifiques peuvent être le signe d'un contrat social efficace, mais le désengagement des protestataires vis-à-vis des institutions de l'État ou les protestations qui deviennent violentes ou sont accueillies avec violence par l'État sont le reflet d'un contrat social en péril.³²

Le COVID-19 est le plus grand choc social et financier auquel de nombreux pays ont été confrontés depuis une génération ou plus, et l'énorme bilan en termes de décès et de perturbations économiques a mis à rude épreuve les relations entre les États, les communautés et les populations. Des mesures brutales ont été mises en œuvre pour ralentir la propagation du virus, souvent dans des conditions de grande incertitude, ce qui a eu des répercussions négatives immédiates et graves sur la vie quotidienne des gens. Les services publics ont été à la fois submergés de demandes et gravement gênés dans leur capacité à répondre aux besoins de la population.

La corruption, le silence et le harcèlement des critiques et de l'opposition politique, ainsi que d'autres abus de pouvoir de la part des acteurs étatiques, ont rendu cette tension plus aiguë et accru le risque pour le contrat social.³³ Les politiciens se sont succédé pour bafouer les règles qu'ils avaient eux-mêmes imposées.³⁴ Le favoritisme dans la distribution des aides financières ou des contrats pour les équipements de protection individuelle a renforcé la méfiance à l'égard de la volonté des États de respecter l'accord qu'ils ont passé avec leur population.³⁵ Dans certains endroits, l'application de la réglementation relative à la pandémie a été inutilement coercitive, les réponses agressives de la police à des protestations pour la plupart pacifiques ajoutant de l'huile sur le feu.³⁶



Si l'on laisse les griefs légitimes s'envenimer et si les protestations pacifiques sont réprimées, alors le contrat social s'effiloche. Les manifestations en Colombie, qui ont débuté en réponse aux réformes fiscales que le gouvernement jugeait nécessaires pour financer la riposte au COVID-19, ont élargi leurs revendications du fait que la brutalité des forces de sécurité a causé la mort de dizaines de manifestants.³⁷ Si un contrat social solide dépend de nombreux facteurs - notamment une économie équitable, des règles et réglementations efficaces et la possibilité pour les gens d'influencer la prise de décision - le moyen infaillible de l'affaiblir est d'abuser ou de négliger les grandes couches de la société.

Une rupture du contrat social a un coût énorme. Lorsque les griefs sont si graves que les manifestations deviennent violentes, non seulement la charge qui pèse sur des systèmes de santé déjà surchargés augmente, mais la reprise de l'activité sociale et économique à la suite de la levée de l'interruption des activités peut être entravée.³⁸ Les manifestations #EndSARS contre la brutalité policière au Nigeria, par exemple, ont coûté au pays 1,8 milliard USD en seulement 12 jours en octobre 2020.³⁹ Le coût annuel de 13,6 trillions de dollars US pour contenir la violence dans le monde équivaut à 13 % du PIB mondial, soit 1 876 dollars US par personne et par an.⁴⁰

Pour que les sociétés puissent rebondir après des chocs tels que la pandémie de COVID-19, un contrat social solide fondé sur la confiance est essentiel. Sans confiance entre les personnes, impossible pour les sociétés de s'épanouir et pour les économies, de fonctionner. Sans l'assentiment explicite ou tacite d'une majorité, il sera impossible aux États de persuader les gens des avantages du port de masques ou de la vaccination, par exemple, ou de mettre en place les éléments constitutifs de la reprise économique au lendemain de la crise. Pour réduire le risque

de violence et de conflit qui affecte tant le développement social et économique, il faut à la fois s'attaquer aux facteurs de méfiance à l'égard des institutions de l'État et rendre ces institutions plus inclusives, plus réactives et plus responsables.⁴¹

Placer les personnes au centre de justice

La demande de justice est en hausse. Partout dans le monde, des individus réclament la justice sociale, la justice raciale, la justice de genre, la justice climatique, la justice économique et la fin de la violence et de la corruption.

Ces dernières années ont vu naître un mouvement croissant en faveur de justice, qui place le besoin d'équité des personnes au cœur de ses préoccupations. Le groupe de travail sur la justice a réuni des responsables de justice du monde entier pour plaider en faveur d'une justice centrée sur les personnes.⁴² Les principes d'une justice centrée sur les personnes ont été approuvés dans la Déclaration de La Haye sur l'accès égal à la justice pour tous d'ici 2030, ainsi que dans la Déclaration de Buenos Aires et le plan d'action conjoint adopté par les ministres du G7+.

En avril 2021, les ministres de 16 pays ont convenu de former la Coalition d'action pour la justice, qui servira de plateforme pour une justice centrée sur les personnes et s'efforcera de mobiliser un soutien financier et politique en faveur de justice pour tous.⁴³ L'OCDE poursuit ses travaux normatifs sur la justice axée sur les personnes dans le cadre de sa table ronde de politique mondiale sur l'égalité d'accès à la justice. L'OIDD a placé la justice centrée sur les personnes au centre de sa mission et de son nouveau plan stratégique, et le Partenariat pour un gouvernement ouvert a créé une Coalition sur la justice pour faire progresser l'accès à la justice à travers une action nationale.⁴⁴

La justice a le potentiel d'agir comme le système immunitaire d'une société, en s'attaquant aux problèmes avant qu'ils ne prolifèrent et en empêchant l'émergence de nouveaux problèmes susceptibles d'endommager le tissu social. En réorientant les systèmes de justice formels et informels pour les centrer sur les personnes, nous pouvons résoudre les problèmes qui ont mis en péril la cohésion sociale, prévenir les différends qui augmenteront le mécontentement à long terme et utiliser la justice comme plateforme pour une reprise équitable et durable.⁴⁵

Dans la prochaine section de cet exposé, nous examinons cinq façons dont les acteurs de justice formelle et informelle peuvent jouer leur rôle dans le rétablissement du contrat social et dans l'augmentation de la capacité des sociétés à résister et à se remettre de cette crise et des crises futures.

Deux

Justice et renforcement du contrat social

Pour renforcer le contrat social, les acteurs de justice doivent comprendre les griefs et éviter de commettre des abus. Ils peuvent accroître la justice en réglant davantage de différends et en répondant à davantage de griefs, en s'attaquant aux injustices structurelles et en rendant la reprise après la pandémie plus durable grâce à une plateforme fournie pour le renouveau économique et social.

Comprendre les griefs

Les protestations, les troubles et la violence ne surgissent pas de nulle part ; ils sont prévisibles si l'on sait où regarder. Lorsque les acteurs de justice, qu'ils soient formels ou informels, sont impartiaux et indépendants et ont à cœur les besoins des citoyens, leurs observations peuvent servir de baromètre aux tensions dans la société.

Les responsables de justice et les autres dirigeants politiques devraient utiliser les connaissances locales des assistants juridiques, des agents de soutien aux familles, des praticiens de l'autonomisation juridique et de la police. Ces acteurs voient et entendent où se situent les problèmes, ce qui est le plus important pour les citoyens, et ce qui peut monter les communautés les unes contre les autres. Les connaissances qu'ils acquièrent à travers leur travail peuvent signaler les endroits où le contrat social est sous pression. Cette compréhension est essentielle pour éviter d'aliéner davantage certaines couches de la société à la suite de la pandémie.

Il est également important de collecter et d'analyser des données sur les besoins des citoyens en matière de justice et sur leur expérience des processus de justice. Les différents niveaux des systèmes de justice peuvent utiliser les données des affaires et des plaintes individuelles pour se faire une idée plus large des principaux griefs, repérer les endroits où un conflit pourrait se préparer, et intervenir ou fournir un soutien pour le désamorcer.

Les institutions qui reflètent les personnes qu'elles sont censées servir, tant sur le plan démographique que culturel, sont plus accessibles, plus susceptibles d'avoir de l'empathie pour les problèmes qu'ont ces personnes, et plus susceptibles d'être pardonnées plutôt qu'attaquées lorsque des erreurs sont commises.⁴⁶

La constitution kényane de 2010, par exemple, s'engage à assurer une représentation équitable des femmes et des hommes et de tous les groupes ethniques du pays au sein du système de justice.⁴⁷ En Géorgie, une nouvelle patrouille de police qui a rapproché la police des communautés et l'a encouragée à travailler avec des groupes consultatifs de citoyens pour écouter les problèmes de la population a permis d'accroître la confiance dans la police et la volonté des citoyens de dénoncer les cas de corruption.⁴⁸

Après avoir constaté que 25 % des personnes pensaient que solliciter une aide juridique était une perte de temps ou ne savaient pas où la chercher, Statistics South Africa a ajouté un module de justice civile à ses enquêtes. Cette enquête vise à déterminer les problèmes de justice les plus courants auxquels les gens sont confrontés et à savoir comment ils s'y prennent pour les résoudre. Les résultats sont utilisés pour informer les politiques de l'agence d'aide juridique et celles du gouvernement en général.⁴⁹

Au Mexique, l'ONG Mujeres en Frecuencia utilise des programmes radio pour favoriser l'accès des femmes, des victimes de violences sexistes et d'autres communautés vulnérables à la justice. Ces programmes ont touché des millions de personnes et sont suivis par des volontaires travaillant dans des communautés éloignées et autochtones.⁵⁰



Éviter de commettre des abus

Les abus des acteurs de justice sont parmi les moyens les plus efficaces de destruction du contrat social. Ils sont associés à un risque plus élevé de conflit et à une intensité accrue des conflits et constituent un moteur important de l'extrémisme violent.⁵¹

Des mesures prises dans trois domaines peuvent contribuer à limiter les abus. Premièrement, il est essentiel de traduire les auteurs d'abus en justice si le système de justice veut montrer que leur engagement en faveur de la réforme est sérieux. Les manifestants du soulèvement de 2019 au Soudan attendent toujours que justice soit faite, deux ans après que 200 d'entre eux ont été abattus par les forces de sécurité lors d'une manifestation à Khartoum. La frustration alimentée par le retard de l'enquête a entraîné de nouvelles manifestations de grande ampleur en 2021, perturbant l'activité économique et entravant la réponse du pays à la pandémie de COVID-19.⁵² L'ouverture des institutions et des acteurs de justice à un examen indépendant, la création de mécanismes de surveillance et de plaintes, la prise en compte des besoins des victimes et l'engagement avec les groupes communautaires peuvent contribuer à garantir que les abus sont traités et prévenus.

Deuxièmement, il faut s'attaquer aux problèmes systémiques de discrimination raciale et sexiste dans et par les institutions de justice, ainsi qu'à leur incapacité à fournir des services efficaces aux personnes à faibles revenus. Pour cela, il faut des politiques de recrutement et de promotion non discriminatoires, le contrôle des recrues actuelles et potentielles pour détecter les attitudes discriminatoires, des systèmes sûrs permettant aux travailleurs du système de justice de signaler les discriminations, une action de proximité plus concertée dans les communautés marginalisées et une formation pour sensibiliser les acteurs de justice aux dommages causés par le racisme, le sexisme et d'autres formes de discrimination.

Troisièmement, les procédures de justice conflictuelle et les processus juridiques qui contribuent à l'escalade des conflits doivent être réformés.⁵³ Les mécanismes alternatifs de résolution des conflits, la médiation et les systèmes de médiation peuvent être plus efficaces que les tribunaux pour résoudre les problèmes de justice et restaurer les relations sous-jacentes. Les peines alternatives peuvent épargner les citoyens de la prison et limiter les dégâts dans leur vie et celle de leur famille. Les victimes d'un conflit préfèrent souvent la réconciliation ou d'autres réparations à une punition draconienne des auteurs, et la réconciliation et la réintégration des contrevenants dans les communautés peuvent promouvoir la stabilité et réduire les risques de nouvelles violences.⁵⁴ L'État peut soutenir et fournir des cadres fiables pour ces mécanismes, avec des dispositions qui protègent les parties les plus vulnérables aux litiges contre la contrainte d'accepter des solutions injustes.⁵⁵

Résoudre les différends et traiter les griefs

La résolution pacifique des différends et des conflits est l'objectif de tout système de justice et les responsables de justice doivent s'assurer qu'ils l'atteignent.

En augmentant leur réactivité, leur pertinence et leur rapidité, les acteurs de justice ont la possibilité de résoudre les conflits avant qu'ils ne s'aggravent et d'empêcher les griefs de s'accumuler.⁵⁸ Avec 1,5 milliard de problèmes de justice civile, administrative ou pénale non résolus, les prestataires de services de justice doivent démontrer qu'ils peuvent atteindre un plus grand nombre de demandeurs de justice et garantir la prestation de services pendant la reprise après la pandémie.

Les sociétés résilientes gèrent les conflits de manière constructive et innove face à une crise. Il est essentiel d'amener la justice dans les communautés qui en ont le plus besoin. Les assistants juridiques, par exemple, vivent avec et comprennent les populations locales, notamment les populations éloignées et marginalisées, et les aident à connaître, à utiliser et à façonner la loi. Ces personnes et d'autres défenseurs de justice peuvent soutenir les communautés et agir en tant qu'intermédiaires de confiance dans les conflits avec les puissants intérêts de l'État et du secteur privé, en donnant aux citoyens les moyens d'utiliser la loi pour se protéger de l'exploitation.⁵⁹

En Somalie, l'administration du district de Baidoa a suspendu les expulsions pendant la pandémie de COVID-19, réduisant ainsi le risque de ressentiment accru parmi les populations vulnérables.

En Ouganda, où les expulsions ont été interdites pendant les confinements, les registres fonciers ont été fermés pour qu'aucune transaction ne puisse avoir lieu.⁵⁶

Dans l'État de New York, à la suite d'une campagne menée par des organisations de base, dont le Bronx Freedom Fund, la caution et la détention provisoire ont été supprimées pour toutes les accusations, sauf les plus graves. La réforme atténue les griefs et réduit les coûts pour l'État.⁵⁷



La technologie ouvre la voie à de nouveaux moyens moins coûteux de résoudre les litiges. Les mouvements sociaux ont trouvé des espaces sûrs en ligne là où il n'y en avait pas dans le monde réel.⁶⁰ Les plateformes en ligne donnent aux individus les outils nécessaires pour conclure des contrats juridiquement contraignants à faible coût,⁶¹ accéder à des informations qui les protègent de l'exploitation,⁶² donner des conseils et servir de médiateur en cas de conflits familiaux,⁶³ ou encore rédiger un testament sans avoir à payer un avocat. Un environnement réglementaire amélioré et plus souple, qui encourage l'innovation au lieu de l'étouffer, est nécessaire pour aider un plus large éventail de prestataires de services à rendre justice à moindre coût à un plus grand nombre de personnes.⁶⁴ En outre, si l'on veut que la technologie ne creuse pas les inégalités, il faut redoubler d'efforts pour atteindre ceux qui n'ont pas accès aux services en ligne.

Les approches visant à désamorcer les griefs et à prévenir la violence fonctionnent mieux lorsqu'elles sont multisectorielles, faisant intervenir des acteurs de différents secteurs de justice, du système de santé, des finances et d'autres ministères, ainsi que des secteurs privé et non gouvernemental. Les guichets uniques tels que les *Casas de Justicia* en Amérique latine, par exemple, fournissent un service holistique en réunissant sous un même toit des avocats, des psychologues, des travailleurs sociaux et des policiers. Leur principe directeur est que les personnes ayant des problèmes de justice sont souvent confrontées à des problèmes dans d'autres domaines en même temps, et que le fait de s'occuper de ces problèmes à un stade précoce peut aider à prévenir leur intensification.⁶⁵

Le Multi-Door Courthouse de Lagos, au Nigeria, utilise la médiation pour résoudre les conflits à un stade précoce. Le temps de résolution des affaires est inférieur à un dixième du temps nécessaire aux tribunaux nigériens, et puisque la méthode est moins conflictuelle, les conflits sont moins susceptibles de s'aggraver.⁸⁵

Les comités de paix locaux, qui ont fonctionné en Afrique du Sud entre 1991 et 1994, ont rassemblé des fonctionnaires du gouvernement local, la police, les autorités traditionnelles, les chefs religieux, les partis politiques d'opposition, les représentants du monde des affaires et les groupes de la société civile pour s'attaquer à la violence croissante et aux défis dans les communautés des parties prenantes. Ils ont renforcé le dialogue local et les processus de résolution des problèmes, prévenant la violence et sauvant des vies lors de la transition du pays vers la démocratie.⁸⁶



S'attaquer aux injustices structurelles

Les acteurs de justice ont un rôle clé à jouer dans la lutte contre les injustices structurelles, en réformant leurs propres pratiques et en donnant aux personnes et aux communautés les moyens de corriger les inégalités à long terme. Les investissements dans le système de justice sont trop souvent orientés vers les prisons, les tribunaux et la police, mais une communauté saine a moins besoin de mécanismes punitifs parce qu'elle présente des niveaux élevés d'emploi et de capital social et de faibles niveaux d'inégalité.

Une collecte et une analyse rigoureuses des données, centrées sur les personnes, sont nécessaires pour comprendre les besoins de ceux qui sont confrontés aux plus grandes injustices structurelles. Les personnes qui ont subi des actes de discrimination au plan historique en raison d'aspects tels que leur race, leur appartenance ethnique, leur identité de genre, leur religion, leur statut de migrant ou de réfugié, ou de par leur pauvreté sont plus susceptibles d'être emprisonnées, d'être recherchées, condamnées à une amende ou tuées par la police, ou de perdre des procès civils sans raison valable.⁶⁶ Elles sont également moins susceptibles d'être employées dans le système de justice ou d'y occuper des postes à responsabilité. L'identification de ces inégalités est une première étape importante pour y remédier.

Atteindre les groupes qui ont jusqu'à présent été négligés ou exclus doit être une priorité. Des mesures sont nécessaires pour assurer une meilleure représentation, au sein du personnel de justice, des personnes issues de communautés victimes d'injustices structurelles, et pour offrir aux groupes marginalisés des voies d'accès significatives à la justice à travers des systèmes dans lesquels elles ont confiance.

Le fait de placer les services de justice dans des communautés éloignées ou marginalisées peut améliorer l'accès à la justice. La police communautaire vise à établir des liens avec les dirigeants communautaires et les bénévoles locaux afin que la police soit considérée comme un partenaire dans l'amélioration du niveau de vie.⁶⁷ Pour les groupes qui ont subi les pires discriminations, des efforts concertés de réconciliation devront être déployés, permettant aux

Alaska Legal Services aide chaque année plus de 170 communautés d'Alaska à faibles revenus à résoudre leurs problèmes juridiques grâce à une assistance gratuite en présentiel, en ligne et par téléphone. Neuf communautés sur dix ne sont pas sur le réseau routier. L'organisation vise à fournir une « inoculation juridique » aux personnes, en les aidant à comprendre et à faire respecter leurs droits afin que les abus soient moins susceptibles de se produire.⁸⁷

acteurs de justice et aux membres de la communauté d'exprimer leurs griefs et d'aborder les préjudices passés et présents, et de développer de nouvelles façons de travailler ensemble.⁶⁸

Le système de justice, auteur de discriminations et d'exclusion. L'inégalité est aggravée par des politiques de logement ou d'expulsion injustes, par exemple, ou par l'accès inégal aux soins de santé qui a été si évident pendant la pandémie de COVID-19. Les acteurs de justice peuvent travailler avec d'autres secteurs pour garantir l'accès aux soins de santé, aux prestations de sécurité sociale et à d'autres services, et ils peuvent aider les personnes victimes d'exclusion à demander réparation. Les organisations d'autonomisation juridique ont également un rôle important en travaillant avec les communautés marginalisées pour identifier et sensibiliser aux injustices structurelles et pour utiliser et façonner les lois afin de protéger leurs droits.

D'autres secteurs, à leur tour, peuvent contribuer à remédier aux injustices structurelles qui ont été exacerbées par le système de justice. Il a été démontré que les programmes d'employabilité des jeunes, les programmes artistiques et sportifs réduisent la criminalité et la violence dans les quartiers défavorisés.⁶⁹ Les travailleurs sociaux, le personnel de la santé mentale et les conseillers peuvent contribuer à empêcher les personnes issues de groupes exclus d'aller en prison. Les programmes de désintoxication sont plus efficaces que les longues peines de prison pour prévenir la récidive et favoriser la réinsertion pacifique des délinquants dans la société.⁷⁰

Accélérer la relance

Le rôle du système de justice va au-delà de la lutte contre les incendies. Les acteurs de justice peuvent fournir une plateforme pour le renouveau économique et social à mesure que les sociétés émergent de la pandémie.

Pendant la crise du COVID-19, la plupart des pays ont mis en place de nouveaux programmes de protection sociale et beaucoup d'entre eux ont touché des communautés qui n'avaient jamais été incluses auparavant.⁷¹ Pour que ces programmes parviennent à réduire la marginalisation sur le long terme, les gens ont besoin de droits de passage, les documents d'identité légaux, les documents de travail ou de résidence sans lesquels ils ne pourront pas participer pleinement à la reprise post-crise.⁷² Les pays qui disposaient déjà de tels systèmes avant la pandémie étaient bien mieux placés pour agir rapidement et y répondre par des interventions sanitaires et économiques.⁷³

Dans le monde, 1,1 milliard de personnes n'ont pas d'identité légale.⁷⁴ Sans cet outil fondamental de participation à la société, il est plus difficile d'accéder à l'éducation, à la justice et à d'autres services publics, d'enregistrer une entreprise ou d'accéder à un emploi, ou encore d'acheter un bien immobilier. L'absence de documents de base rend également les personnes plus vulnérables aux abus et à l'exploitation par les employeurs et les acteurs étatiques. Les efforts visant à combler ces lacunes peuvent être facilités par

Pendant la pandémie de COVID-19, le Bangladesh a mis au point un système de tribunaux virtuels et de demandes électroniques de libération sous caution pour contribuer à réduire la surpopulation carcérale. Au cours d'une période de dix jours pendant le confinement du pays, 33 000 demandes de libération sous caution ont été examinées par le système de justice et 21 000 personnes en détention provisoire ont été libérées sous caution. La population carcérale a été réduite d'un tiers en cinq mois.⁸⁸

les technologies biométriques et autres, comme celles qui ont permis au Pakistan d'enregistrer 90 millions de personnes en une décennie.⁷⁵ Pour autant qu'elles s'accompagnent de garanties rigoureuses contre l'utilisation abusive des données personnelles, ces technologies constituent un mécanisme rentable de promotion de l'inclusion.⁷⁶ Pour garantir que la mise en œuvre est équitable et que toute personne non incluse a un endroit où s'adresser pour obtenir de l'aide, des procédures de plainte accessibles sont essentielles.⁷⁷

Les acteurs de justice peuvent contribuer à créer des marchés du travail qui favorisent les opportunités pour tous. Les 2,1 milliards de personnes dans le monde qui travaillent dans le secteur informel, et les milliards de personnes des générations futures qui les suivront inévitablement, bénéficieraient d'une protection contre les abus de la part des autorités et contre les approches coercitives visant à les encourager à se formaliser. L'obtention de licences et de permis pourrait être facilitée dans le cadre d'une démarche progressive vers la pleine participation,⁷⁸ tandis que la syndicalisation peut aider les travailleurs informels à défendre leurs droits. Comment réglementer efficacement le secteur informel est une question non résolue à laquelle les acteurs de justice peuvent aider à répondre, les commissions nationales sur l'avenir du travail, par exemple, peuvent faire intervenir une multiplicité d'acteurs pour envisager des approches à long terme du problème.

Deux milliards de personnes dans le monde n'ont pas de preuve de logement ou de propriété foncière. Ils risquent donc d'être exploités ou maltraités par leurs propriétaires, leurs voisins ou les pouvoirs publics, et il leur est également plus difficile d'emprunter de l'argent pour créer ou développer des entreprises.⁷⁹ Le renforcement des droits fonciers a un impact positif significatif sur la croissance économique. Étant donné que les personnes les plus susceptibles de ne pas avoir de preuve d'occupation foncière sont souvent les plus marginalisées, notamment les femmes et les communautés autochtones,⁸⁰ cette mesure peut contribuer à renouveler le contrat social et à prévenir de futures agitations.⁸¹ Ici aussi, tout processus de formalisation nécessite des garanties solides d'accès à justice pour assurer l'équité et la justice dans sa mise en œuvre.⁸²

La lutte contre la corruption est essentielle si l'on veut que tous les groupes participent équitablement à la relance. Laisser la corruption proliférer peut saper les progrès dans tous les domaines et accumuler des problèmes pour les gouvernements qui mettront des années à les résoudre. Des systèmes de justice sont nécessaires pour garantir que les mesures de relance économique sont réparties équitablement et non accaparées par les personnes bien placées. Les organes de surveillance, tels que les agences de lutte contre la corruption, les institutions d'audit et les instituts de médiation, ont besoin d'un financement suffisant pour surveiller et dénoncer les abus, ainsi que de l'indépendance nécessaire pour demander des comptes aux acteurs puissants.⁸³ Les lanceurs d'alerte, les journalistes et les autres personnes qui risquent leur bien-être pour révéler la corruption et s'attaquer aux acteurs puissants doivent être protégés et récompensés plutôt que harcelés ou soumis à la violence.⁸⁴

Le programme national d'enregistrement des droits fonciers par imagerie, lancé au Rwanda en 2010, a permis de délivrer 6,7 millions de nouveaux titres fonciers en trois ans, pour un coût de 5 dollars par enregistrement. Il a été constaté que le programme a considérablement amélioré la sécurité foncière perçue.⁸⁹

Le gouvernement ukrainien a mis en ligne les détails des marchés publics et donné aux citoyens le pouvoir de signaler les violations. Cette mesure a entraîné une augmentation de 50 % du nombre de nouvelles entreprises soumissionnant pour des marchés.⁹⁰

Trois

Le vaccin de justice ?

Les systèmes de justice, tant formels qu'informels, ont besoin d'investissements plus importants, et non réduits, s'ils veulent jouer pleinement leur rôle dans la reprise après la pandémie. Mais les investissements doivent également être plus intelligents, en ciblant des mécanismes moins conflictuels dont il est prouvé qu'ils permettent de prévenir et de réduire les conflits. En résolvant un plus grand nombre de problèmes de manière plus équitable, en donnant aux groupes marginalisés les moyens de participer pleinement et équitablement à leurs communautés et à leurs économies, et en collaborant avec des acteurs d'autres secteurs et d'autres pays pour élaborer des solutions innovantes à l'injustice, les responsables de justice peuvent contribuer à renforcer les liens qui unissent les sociétés.

Apprendre des crises précédentes

Une étude portant sur plusieurs pays dans les années qui ont suivi la crise financière de 2008 a révélé que les politiques d'austérité imposées par de nombreux pays, qui ont réduit les services publics et diminué les effectifs et les salaires du secteur public tout en augmentant les impôts, ont fortement accru la polarisation et affaibli le contrat social.⁹¹

De nombreux gouvernements semblent en avoir tiré les leçons et se sont efforcés de répartir plus équitablement les pertes causées par la pandémie de COVID-19. Dans les pays de l'OCDE, un travailleur sur quatre a conservé son emploi grâce à des programmes de maintien dans l'emploi soutenus par l'État et les employeurs, avec dix fois plus de travailleurs aidés qu'après 2008. Plusieurs petites entreprises et travailleurs qui ont perdu leur emploi ont également reçu une aide importante.⁹²

Dans la plupart des pays du monde, le système de justice est sous-financé. En outre, il arrive que les investissements ne soient pas utilisés efficacement pour promouvoir la justice ou qu'ils servent à financer l'injustice. Dans de nombreux pays, les programmes d'austérité de ces dernières années ont durement touché le système de justice, les coupes dans l'aide juridique et d'autres parties du système réduisant considérablement l'accès à la justice.⁹³ La réduction de l'aide étrangère par des pays tels que le Royaume-Uni, justifiée par les gouvernements comme étant nécessaire pour payer les dommages causés par le COVID-19, a encore plus compromis l'accès à la justice (et par conséquent les perspectives de développement) dans les régions les plus pauvres du monde.⁹⁴

Pour que le système de justice joue son rôle dans la reprise post-pandémie, il sera essentiel que les gouvernements investissent dans des stratégies plus intelligentes pour résoudre et prévenir les problèmes de justice et pour détourner les financements des approches répressives. Les coûts d'une rupture du contrat social écraseront les économies réalisées grâce à de nouvelles coupes dans justice, et avec l'impact des compressions budgétaires frappant le plus durement les personnes déjà défavorisées, la réduction de l'offre de justice est susceptible d'accroître ces risques.⁹⁵

Les systèmes de justice doivent se rattraper

Les institutions de justice doivent redoubler d'efforts.

Les perturbations liées à la pandémie sont l'occasion de se débarrasser des structures institutionnelles traditionnelles et de faire entrer le secteur dans le XXI^e siècle. Pour cela, les systèmes de justice doivent se recentrer sur les personnes et leurs besoins. Les procédures doivent devenir moins contradictoires, moins formalistes, plus inclusives et plus efficaces.

La justice est trop importante et est d'une trop grande portée pour être laissée au seul système de justice, et la collaboration entre les secteurs peut être transformatrice. Toutes les parties du système de justice peuvent bénéficier de la création de partenariats et de réseaux avec ceux qui fournissent des services sociaux, des programmes d'emploi, des soins de santé, l'éducation et la protection de l'environnement, ainsi qu'avec des prestataires de justice non traditionnels, notamment des services de conseil, des assistants juridiques, des organisations d'autonomisation juridique, des syndicats, des organisations de défense des droits des femmes, des dirigeants communautaires et religieux et des entreprises technologiques. Ces partenariats peuvent apporter des solutions plus globales aux problèmes de justice des personnes et s'attaquer aux causes profondes qui permettent aux problèmes de justice de surgir et de se multiplier.

La menace qui pèse sur le contrat social ne se limite pas aux frontières nationales. Le printemps arabe, Black Lives Matter et les mouvements environnementaux tels que Fridays for Future et Extinction Rebellion se sont rapidement répandus dans le monde. Pour répondre aux demandes des citoyens, les responsables de justice doivent également travailler au niveau transnational, en se réunissant avec leurs homologues régionaux et mondiaux, dans le domaine de justice et dans d'autres secteurs, pour réfléchir à la manière de reconstruire



le contrat social. Les forums internationaux peuvent aider les responsables de justice à partager les bonnes pratiques, à apprendre des autres, à se demander des comptes les uns aux autres, à créer des mouvements qui rehaussent le profil de justice au niveau national et mondial, et à rechercher un soutien pour leurs efforts visant à accroître l'accès à une justice centrée sur les personnes.

La justice est un secteur décisif lorsqu'il s'agit du contrat social. Les acteurs de justice peuvent soit continuer à faire partie de la maladie, soit faire partie du remède. Les systèmes de justice peuvent inoculer les sociétés contre la violence et les conflits, mais seulement s'ils atteignent et répondent équitablement aux besoins de toutes les personnes et communautés. Pendant trop longtemps, les systèmes de justice ont été des mécanismes d'aggravation de l'exclusion, de discrimination à l'égard de ceux qui sont en marge de la société et d'enracinement de leur pauvreté, de leur insécurité et de leur ressentiment. Au lendemain de la pandémie, il est plus urgent que jamais qu'ils fassent marche arrière et garantissent la justice pour tous.

La Coalition d'action pour la justice

Le 14 avril 2021, 16 ministres se sont réunis pour s'unir derrière un appel à mettre les personnes au centre de justice. Cette rencontre était organisée par le ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, le secrétariat du G7+, les Sages universels et les Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies.

Dans leur lettre commune adressée au Secrétaire général des Nations unies, ils conviennent qu'il est nécessaire de repenser le contrat social et les fondements de nos sociétés. En adoptant une justice centrée sur les personnes, ont-ils affirmé, nous pouvons réduire les inégalités et l'exclusion, réduire toutes les formes de violence, raviver le contrat social et reconstruire la confiance.

Pour réimaginer le contrat social et placer les personnes au centre de justice, les ministres présents ont insisté sur l'importance des principes de justice centrée sur les personnes :

1. Placer les personnes et leurs besoins en matière de justice au centre des systèmes de justice
2. Résoudre les problèmes de justice
3. Améliorer les parcours de justice
4. Utiliser la justice pour la réconciliation et la prévention
5. Donner aux personnes les moyens d'accéder aux services et aux opportunités

La lettre des ministres explique également comment les pays s'engagent à prendre des mesures et à collaborer plus étroitement. Elle a annoncé la formation d'une nouvelle Coalition d'action pour la justice, qui promouvra une justice centrée sur les personnes au niveau national et international, mobilisera un soutien politique et financier en faveur de justice pour tous, influencera les stratégies et les priorités internationales et établira un programme de recherche commun pour une justice centrée sur les personnes.

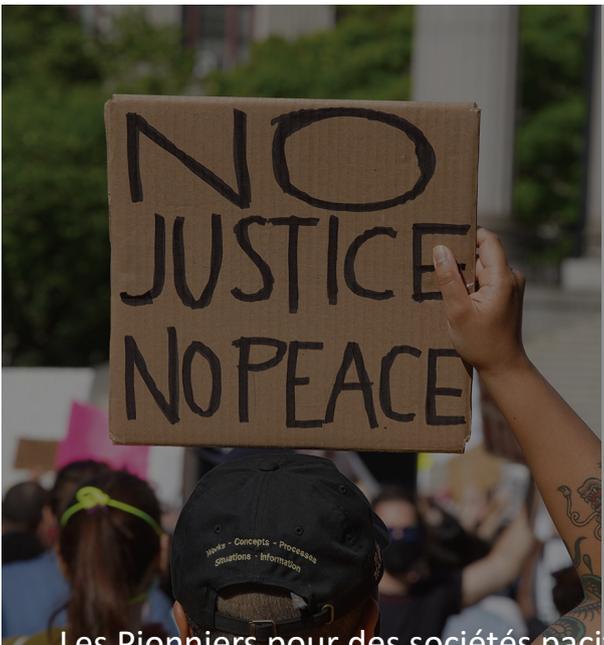
Notes de fin de document

- 1 Steven D and Williams M. Governance and COVID-19 (Governance and COVID-19) : A background paper for the 2021 SDG16 Conference (Un document de référence pour la Conférence sur les 16 ODD, 2021). *Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies*. Mars 2021
- 2 Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies. « Justice for All and the Public Health Emergency » (La justice pour tous et l'urgence de santé publique). *Center on International Cooperation du NYU*, 2020. <https://www.justice.sdg16.plus/>
- 3 Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies. « Justice for All and the Economic Crisis (La justice pour tous et la crise économique). » *Center on International Cooperation*, 2020. <https://www.justice.sdg16.plus/>
- 4 Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies. « Justice for All and the Public Health Emergency (La justice pour tous et l'urgence de santé publique). » *Center on International Cooperation*, 2020. <https://www.justice.sdg16.plus/>
- 5 Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies. « Justice for All and the Economic Crisis (La justice pour tous et la crise économique). » *Center on International Cooperation*, 2020. <https://www.justice.sdg16.plus/>
- 6 Voir, par exemple: Guardian. « Spanish Police Sing to Families in Lockdown in Mallorca (La police espagnole chante pour les familles confinées à Majorque). » 23 mars 2020. <https://www.theguardian.com/world/video/2020/mar/23/spanish-police-sing-to-families-in-lockdown-in-mallorca-video>; The Local. « Police to bring elderly Italians their pensions during coronavirus crisis (La police apporte aux Italiens âgés leurs pensions pendant la crise du coronavirus), » 6 avril 2020: <https://www.thelocal.it/20200406/police-to-bring-elderly-italians-their-pensions-during-coronavirus-crisis>
- 7 Aljazeera. « Colombia used Excessive Force against Protesters (La Colombie a usé d'une force excessive contre les manifestants) : CIDH. » 7 juillet 2021. <https://www.aljazeera.com/news/2021/7/7/colombia-used-excessive-force-against-protesters-iachr>
- 8 Murtin, F., et al. « Trust and its determinants: Evidence from the Trustlab experiment », *OECD Statistics Working Papers*, No. 2018/02, OECD Publishing, Paris. 2018. <https://doi.org/10.1787/869ef2ec-en>; Center for International Cooperation. « Restoring Civic Trust in the Post-Pandemic Era (Restaurer la confiance civique après la pandémie). Avril 2021. https://cic.nyu.edu/sites/default/files/restoring_civic_trust_in_the_post-pandemic_era_april_2021.pdf
- 9 Roudabe K, « How the Coronavirus Crisis is Silencing Dissent and Sparking Repression (Comment la crise du coronavirus fait taire la dissidence et déclenche la répression) », 20 juillet 2020. *Foreign Policy (Politique étrangère)*. <https://foreignpolicy.com/2020/07/21/how-the-coronavirus-crisis-is-silencing-dissent-and-sparking-repression/>
- 10 ACLED, « Lessons from the #EndSARS Movement in Nigeria (Leçons tirées du mouvement #EndSARS au Nigéria) », 9 février 2021 ; <https://reliefweb.int/report/nigeria/lessons-endsars-movement-nigeria>
- 11 Groupe de travail sur la justice. « Justice for All – Final Report (Justice pour tous - Rapport final. » *Center on International Cooperation*, 2019, <https://www.justice.sdg16.plus/>
- 12 Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies. « Lettre conjointe au Secrétaire général des Nations Unies. » Avril 2021, www.justice.sdg16.plus/ministerial.
- 13 Kulkarni, Mahesh. « Impact de la pandémie : Coronavirus May Swallow One in 10 Jobs in India (Le coronavirus peut engloutir un emploi sur 10 en Inde). » *Deccan Herald*, 28 avr. 2020, www.deccanherald.com/business/pandemic-impact-coronavirus-may-swallow-one-in-10-jobs-in-india-831211.html.
- 14 Citizens Advice, « Millions facing financial cliff edge when coronavirus protections end, » *Citizens Advice*, 1er mai 2020. <https://www.citizensadvice.org.uk/about-us/how-citizens-advice-works/media/press-releases/millions-facing-financial-cliff-edge-when-coronavirus-protections-end2/>; Cheng, Evelyn « China's cash-strapped poor take on more debt as coronavirus hits job prospects (Les chinois pauvres, à court d'argent s'endettent davantage alors que le coronavirus réduit leurs perspectives d'emploi.), » *CNBC*, 23 avril 2020 : <https://www.cnbc.com/2020/04/23/chinas-cash-strapped-poor-seek-more-debt-as-coronavirus-hits-jobs.html>.
- 15 Feder, Gene. « Domestic Violence during the Pandemic (La violence domestique pendant la pandémie). » *The BMJ*, 17 Mar. 2021, www.bmj.com/content/372/bmj.n722.; ONUDC, « Justice and Prison Reform (Justice et réforme pénitentiaire) », 23 mars 2021, https://www.unodc.org/documents/justice-and-prison-reform/Assessment_COVID-19_and_CJS_responses_to_GBVAW_23Mar2021.pdf
- 16 Clarence, Vikas Pandey Andrew. « Coronavirus : The Indian Children Orphaned by Covid-19 (Les enfants indiens rendus orphelins à cause du Covid-19). » *BBC News*, 31 mai 2021, www.bbc.co.uk/news/world-asia-india-57264629.
- 17 « Covid-19 et sécurité alimentaire : Ce que vous devez savoir. » *Center for Strategic and International Studies*, 2020, www.csis.org/programs/global-food-security-program/covid-19-and-food-security/what-you-need-to-know; Banque mondiale. « COVID-19 to Add as Many as 150 Million Extreme Poor by 2021 (Le COVID-19 ajoutera jusqu'à 150 millions de pauvres extrêmes d'ici 2021). » *Banque mondiale*, 7 oct. 2020, www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/10/07/covid-19-to-add-as-many-as-150-million-extreme-poor-by-2021.
- 18 Forum économique mondial. « The COVID-19 Crisis Has Reset and Revitalized the Social Contract (La crise du COVID-19 a réinitialisé et revitalisé le contrat social). For How Long (Pour combien de temps) ? » 13 January 2021, www.weforum.org/agenda/2021/01/the-covid-19-crisis-has-revitalized-the-social-contract-for-how-long; Ortiz, I., Cummins M, Capaldo J, and Karunanethy K. The Decade of Adjustment (La décennie de l'ajustement) : A Review of Austerity Trends 2010-2020 in 187 Countries (Un examen des tendances en matière d'austérité 2010-2020 dans 187 pays). Document de travail de l'ESS No. 53. *Organisation internationale du travail, Université de Columbia et The South Centre*. 2015 Disponible sur <https://www.social-protection.org/gimi/gess/RessourcePDF.action?ressource.ressourceId=53192>; Gentilini, U., et al (2020). Social Protection and Jobs Responses to COVID-19 (Protection sociale et emplois Réponses au COVID-19) : A Real-Time Review of Country Measures (Un examen en temps réel des mesures prises par les pays. « Living paper » version 13 (18 septembre 2020) [en ligne] disponible sur <http://documents1.worldbank.org/curated/en/295321600473897712/pdf/Social-Protection-and-Jobs-Responses-to-COVID-19-A-Real-Time-Review-of-Country-Measures-September-18-2020.pdf>
- 19 Dasgupta, Sharoda, et al. « Association Between Social Vulnerability and a County's Risk for Becoming a COVID-19 Hotspot (Association entre la vulnérabilité sociale et le risque pour un comté de devenir un haut lieu du COVID-19) États-Unis, du 1er juin au 25 juillet 2020. » *MMWR. Morbidity and Mortality Weekly Report (Rapport hebdomadaire sur la morbidité et la mortalité)*, vol. 69, no. 42, 2020, pp. 1535–41. *Crossref*, doi:10.15585/mmwr.mm6942a3; Klugman, Jennifer, et al. « COVID-19 Has a Postcode (Le COVID-19 a un code postal) : - Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies. » *Moyen*, 7 mai 2020, medium.com/sdg16plus/covid-19-has-a-postcode-70d62e91b8fe.
- 20 FMI. « World Economic Outlook (Perspectives économiques mondiales), octobre 2020 : A Long and Difficult Ascent (Une ascension longue et difficile). » 30 sept. 2020, www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2020/09/30/world-economic-outlook-october-2020#Full%20Report%20and%20Executive%20Summary; United Nations. « New Generation of Social Protection, Circular Economies Can Shape Inclusive COVID-19 Recovery, Deputy Secretary-General Says at Jobs Summit | Meetings Coverage and Press Releases (Une nouvelle génération de protection sociale, des économies circulaires peuvent façonner une reprise

- inclusive du COVID-19, déclare le Secrétaire général adjoint au Sommet de l'emploi | Couverture des réunions et communiqués de presse). » *Nations unies*, 20 oct. 2020, www.un.org/press/en/2020/dsgsm1490.doc.htm
- 21 Nations Unies, « Brief politique (Note d'orientation : Education during COVID-19 and beyond (Éducation pendant et après le COVID-19 , août 2020, https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg_policy_brief_covid-19_and_education_august_2020.pdf
- 22 Grasso, Daniele, et al. « Covid de ricos, covid de pobres: las restricciones de la segunda ola exponen las desigualdades de Madrid. » *EL PAIS*, 17 sept. 2020, elpais.com/espana/madrid/2020-09-16/covid-de-ricos-covid-de-pobres-las-restricciones-de-la-segunda-ola-exponen-las-desigualdades-de-madrid.html.
- 23 Séveno, Victoria. « Dutch Minister of Justice Keeps Job Following Wedding Photos Scandal (Le ministre néerlandais de Justice conserve son poste après le scandale des photos de mariage). » *IamExpat*, 3 sept. 2020, www.iamexpat.nl/expat-info/dutch-expat-news/dutch-minister-justice-keeps-job-following-wedding-photos-scandal.
- & Gallagher, James. « Coronavirus : Prof Neil Ferguson Quits Government Role after 'undermining' Lockdown (Le professeur Neil Ferguson quitte son poste au sein du gouvernement après avoir « sapé » le système de confinement). » *BBC News*, 6 mai 2020, www.bbc.com/news/uk-politics-52553229.
- 24 Lakner, Christoph, et al. « Updated Estimates of the Impact of COVID-19 on Global Poverty (Estimations actualisées de l'impact du COVID-19 sur la pauvreté dans le monde) : Looking Back at 2020 and the Outlook for 2021 (Rétrospective sur 2020 et perspectives pour 2021). » *Blogs de la Banque mondiale*, 11 jan. 2021, blogs.worldbank.org/opendata/updated-estimates-impact-covid-19-global-poverty-looking-back-2020-and-outlook-2021.
- 25 FMI. « World Economic Outlook (Perspectives de l'économie mondiale), avril 2021 : Managing Divergent Recoveries (Gérer les reprises divergentes). » 23 mars 2021, www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2021/03/23/world-economic-outlook-april-2021.
- 26 Center on Budget and Policy Priorities. « Tracking the COVID-19 Recession's Effects on Food, Housing, and Employment Hardships (Suivi des effets de la récession du COVID-19 sur les difficultés en matière d'alimentation, de logement et d'emploi). » *Center on Budget and Policy Priorities*, 16 juin 2021, www.cbpp.org/research/poverty-and-inequality/tracking-the-covid-19-recessions-effects-on-food-housing.
- 27 #CovidUnder19, « Children's Rights during Coronavirus (Les droits des enfants pendant la pandémie de Coronavirus) : Children's Views and Experiences – Thematic Summaries (Points de vue et expériences des enfants - Résumés thématiques) », septembre 2020, https://www.tdh.ch/sites/default/files/covidunder19_thematic_summaries_english_20210423_0.pdf
- 28 Commission européenne. « International Women's Day 2021 (Journée internationale de la femme 2021) : COVID-19 Pandemic Is a Major Challenge for Gender Equality (La pandémie de COVID-19 est un défi majeur pour l'égalité des sexes). » *Commission européenne - Commission européenne*, 5 mai 2021, ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_21_1011.
- 29 ACLED, « COVID-19 Disorder Tracker 2 Août-8 Août 2020 », Août 2020 ; <https://acleddata.com/analysis/covid-19-disorder-tracker/> and ACLED, « A Year of COVID-19: The Pandemic's Impact on Global Conflict and Demonstration Trends (L'impact de la pandémie sur les conflits mondiaux et les tendances de soulèvement) », avril 2021, <https://acleddata.com/2021/04/01/a-year-of-covid-19-the-pandemics-impact-on-global-conflict-and-demonstration-trends/>
- 30 ACLED, « Une année de COVID-19 : L'impact de la pandémie sur les conflits mondiaux et les tendances en matière de manifestations », Avril 2021 ; <https://acleddata.com/2021/04/01/a-year-of-covid-19-the-pandemics-impact-on-global-conflict-and-demonstration-trends/>
- 31 ACLED, « Une année de COVID-19 : L'impact de la pandémie sur les conflits mondiaux et les tendances en matière de manifestations », Avril 2021 ; <https://acleddata.com/2021/04/01/a-year-of-covid-19-the-pandemics-impact-on-global-conflict-and-demonstration-trends/>
- 32 S Cliffe et al. « Are we Facing a Wave of Conflict in High-income Countries (Sommes-nous confrontés à une vague de conflits dans les pays à revenu élevé) ? » *Center on International Cooperation*. Février 2021. https://cic.nyu.edu/sites/default/files/center_on_international_cooperation_-_are_we_facing_a_wave_of_conflict_in_high-income_countries_-_february_2021_final_0.pdf
- 33 Human Rights Watch. « Bangladesh : Arrest of Journalist Investigating Corruption (Arrestation d'un journaliste enquêtant sur la corruption). » *Human Rights Watch*, 20 mai 2021, www.hrw.org/news/2021/05/20/bangladesh-arrest-journalist-investigating-corruption.
- 34 Harrison, Emma. « Matt Hancock Quits as Health Secretary after Breaking Social Distance Guidance (Matt Hancock démissionne du poste de ministre de la Santé après avoir enfreint les directives sur la distanciation sociale). » *BBC News*, 27 June 2021, www.bbc.co.uk/news/uk-57625508.
- 35 Ombudsman of Malawi, « Misplaced priorities, report of the ombudsman of Malawi (Médiation du Malawi, Les minorités déplacées, rapport du médiateur de Malawi), Novembre 2020, https://www.theioi.org/downloads/640lj/Malawi_OM_Special%20Report_Misplaced%20Priorities.pdf
- 36 « 5 Die in Police Firing at Banskhal Coal Plant (Cinq personnes meurent sous les coups de la police à l'usine de charbon de Banskhal). » *Dhaka Tribune*, 17 avril 2021, www.dhakatribune.com/bangladesh/nation/2021/04/17/several-dead-in-police-worker-clash-in-chittagong-banskhal-power-plant
- 37 BBC News. « Why Colombia's Protests Are Unlikely to Fizzle Out (Pourquoi les manifestations en Colombie ne risquent pas de s'arrêter). » *BBC News*, 31 mai 2021, www.bbc.co.uk/news/world-latin-america-56986821.
- 38 Guardian. « More People Could Die (Davantage de personnes pourraient mourir) : Four Killed in Colombia Protests as Talks with Government Stall (Quatre personnes tuées dans des manifestations en Colombie alors que les pourparlers avec le gouvernement sont au point mort). » *The Guardian*, 29 mai 2021, www.theguardian.com/world/2021/may/29/more-people-could-die-four-killed-in-colombia-protests-as-talks-with-government-stall.
- 39 Mubarik, Abu. « EndSARS Demonstration Has Cost Nigeria's Economy \$1.8bn in the Last 12 Days (La manifestation EndSARS a coûté 1,8 milliard de dollars à l'économie du Nigeria au cours des 12 derniers jours). » *Face2Face Africa*, 21 oct. 2020, face2faceafrica.com/article/endsars-demonstration-has-cost-nigerias-economy-1-8bn-in-the-last-12-days.
- 40 Nations Unies ; Banque mondiale. « Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict. » (Approches inclusives de la prévention des conflits violents) *Banque mondiale*, 2018 <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28337>
- 41 Steven D and Williams M. Governance and COVID-19 (Governance and COVID-19) : A background paper for the 2021 SDG16 Conference (Un document de référence pour la Conférence sur les 16 ODD, 2021). *Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies*. Mars 2021 ; Williams, Rhodri. « Civil Society as a Critical Partner » (La société civile en tant que partenaire essentiel) : Rule of Law and Accountability in the Liberian COVID-19 Response, Part II | FBA-bloggen. » (État de droit et responsabilité dans la réponse libérienne au COVID-19, Partie II | FBA-bloggen.) *FBA bloggen*, 15 fév. 2021, www.fba-bloggen.se/2021/02/15/civil-society-as-a-critical-partner-rule-of-law-and-accountability-in-the-liberian-covid-19-response-part-ii.
- 42 Groupe de travail sur la justice. « Justice for All – Final Report (Justice pour tous - Rapport final). » *Center on International Cooperation*, 2019, <https://www.justice.sdg16.plus/>
- 43 de Langen, Maaik « Justice at the Heart of the Social Contract (La justice au cœur du contrat social) - Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies. » *Moyen*, 17 avril 2021, medium.com/sdg16plus/justice-at-the-heart-of-the-social-contract-f3a5056b6f62.
- 44 Partenariat pour un gouvernement ouvert. « Justice. » *Partenariat pour un gouvernement ouvert*, 6 mai 2021, www.opengovpartnership.org/policy-area/justice.
- 45 « Pathfinders for Justice | Virtual Ministerial Meeting (Réunion ministérielle virtuelle) », 2021, www.justice.sdg16.plus/ministerial.

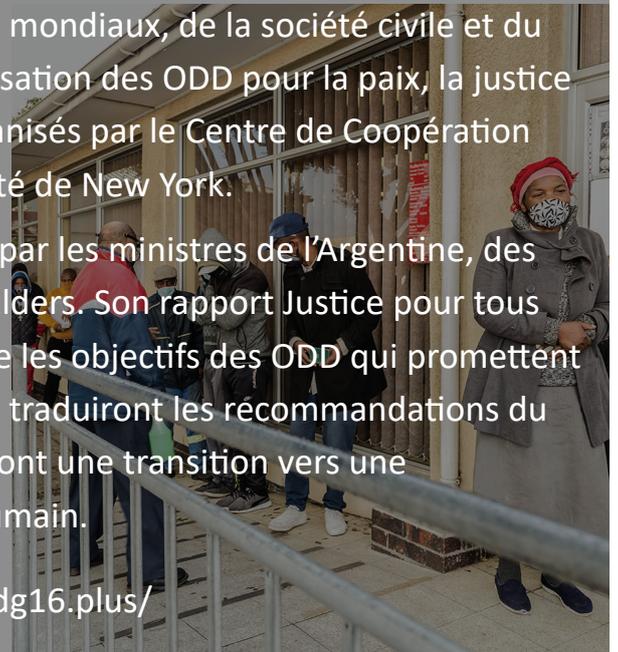
- 46 Todak, Natalie, et Lois James. « A Systematic Social Observation Study of Police De-Escalation Tactics ("Une étude systématique d'observation sociale des tactiques de déescalation de la police). » *Police Quarterly*, vol. 21, no. 4, 2018, pp. 509–43. *Crossref*, doi:10.1177/1098611118784007.
- 47 Corder, et van Zyl Smit. « Securing Judicial Independence (Garantir l'indépendance de justice). » *Siber Ink*, 2017.
- 48 di Puppò, Lili « Police reform in Georgia - Cracks in an anti-corruption success story (Réforme de la police en Géorgie - Des fissures dans une histoire à succès de lutte contre la corruption, » *U4 Practice Insight* 2010:2; <https://www.u4.no/publications/police-reform-in-georgia-cracks-in-an-anti-corruption-success-story.pdf>
- 49 Pathfinders for Peaceful Just and Inclusive Societies. The South African Statisticians Advancing Access to Civil Justice (Les statisticiens sud-africains font progresser l'accès à la justice civile). *Moyen*. 17 février 2021. <https://medium.com/sdg16plus/the-south-african-statisticians-advancing-access-to-civil-justice-8793eba44e58>
- 50 Pathfinders for Peaceful, Just & Inclusive Societies. « How Harnessing the Power of the Media Achieved a Justice Transformation (Comment l'exploitation du pouvoir des médias a permis de transformer la justice). » *Moyen*, 30 jan. 2020, medium.com/sdg16plus/champions-of-change-how-harnessing-the-power-of-the-media-achieved-a-justice-transformation-d8e8edb23319.
- 51 PDNU. « Journey To Extremism In Africa – Drivers, Incentives and the Tipping Point for Recruitment (Voyage vers l'extrémisme en Afrique - Facteurs, incitations et le point de basculement du recrutement). » *Journey to Extremism (Voyage vers l'extrémisme en Afrique)*, 2017, journey-to-extremism.undp.org/en.
- 52 Schlein, Lisa, et al. « Protesters Demand Justice on Second Anniversary of Deadly Crackdown (Les manifestants demandent justice au deuxième anniversaire d'une répression meurtrière). » *Voice of America*, 7 juin 2021, www.voanews.com/africa/south-sudan-focus/protesters-demand-justice-second-anniversary-deadly-crackdown.
- 53 Simpson, Graeme. « From the Normative to the Transformative (De la norme à la transformation) : Defining and Promoting Justice and Human Rights as Part of Violent Conflict Prevention and Peacebuilding (Définir et promouvoir la justice et les droits de l'homme dans le cadre de la prévention des conflits violents et de la consolidation de la paix), » *Journal of Human Rights Practice*, 9, 2017, 379–400 doi: 10.1093/jhuman/hux030, 2017.
- 54 Task Force on Justice, Justice for All – Final Report (Groupe de travail sur la justice, Justice pour tous - Rapport final). (New York: Center on International Cooperation, 2019), disponible sur <https://www.justice.sdg16.plus/>
- 55 Steffek, Felix, et Hannes Unberath. *Regulating Dispute Resolution (Réglementation de la résolution des différends) : ADR and Access to Justice at the Crossroads*. 1ère édition, Hart Publishing, 2014.
- 56 Conseil norvégien pour les réfugiés (2020) : Une charge inutile : Expulsions forcées et COVID-19. Note d'information, juillet.
- 57 Pathfinders for Peaceful, Just & Inclusive Societies. « The Advocates with a Simple Message (Les défenseurs avec un message simple : « La pauvreté n'est pas un crime. » » *Champions of Change*, 15 mai 2020, medium.com/sdg16plus/the-advocates-with-a-simple-message-poverty-is-not-a-crime-b570bd541dbb.
- 58 Nations Unies ; Banque mondiale. « Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict. » (Approches inclusives de la prévention des conflits violents) Banque mondiale, 2018 <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28337>
- 59 Maru, Vivek. *Community Paralegals and the Pursuit of Justice (Assistants juridiques communautaires et poursuite judiciaire*. Cambridge University Press, 2018 ; Legal Empowerment Network (réseau d'autonomisation juridique), et al. « Gender Justice During and Beyond the COVID-19 Crisis (justice de genre pendant et au-delà de la crise du COVID-19) : Institutional Responses to Gender-Based Violence and the Role of Legal Empowerment Groups (Les réponses institutionnelles aux violences fondées sur le genre et le rôle des groupes d'autonomisation juridique) ». *Namati*, 15 juin 2021, namati.org/resources/gender-justice-during-and-beyond-covid19-crisis-en.
- 60 « How Social Movements Can Use Virtual Worlds (Comment les mouvements sociaux peuvent utiliser les mondes virtuels) ». *Science Daily*, juillet 2019, www.sciencedaily.com/releases/2019/07/190710193913.htm.; Lucero, Leanna. « Safe Spaces in Online Places (espaces sûrs en ligne) : Social Media and LGBTQ Youth (Les médias sociaux et les jeunes de la communauté LGBTQ) ». *Multicultural Education Review (Revue de l'éducation multiculturelle)*, vol 9, n°2, 2017, pp. 117–28. *Crossref*, doi:10.1080/2005615x.2017.1313482.
- 61 Clause Inc, « LegalZoom to Offer Smart Legal Contracts With Clause (LegalZoom pour offrir des contrats juridiques intelligents avec clause), » PRNewswire, 17 septembre 2018 ; consulté le 9 juin 2021, <https://www.prnewswire.com/news-releases/legalzoom-to-offer-smart-legal-contracts-with-clause-300713717.html>
- 62 Voir, par exemple : « Technology Solutions – Sauti East Africa (Solutions technologiques - Sauti East Africa ». *Sauti East Africa*, sautiafrica.org/services-products/technology-solutions. Consulté le 1er juillet 2021.
- 63 Legal Empowerment Network (réseau d'autonomisation juridique), et al. « Gender Justice During and Beyond the COVID-19 Crisis (justice de genre pendant et au-delà de la crise du COVID-19) : Institutional Responses to Gender-Based Violence and the Role of Legal Empowerment Groups (Les réponses institutionnelles aux violences fondées sur le genre et le rôle des groupes d'autonomisation juridique) ». *Namati*, 15 juin 2021, namati.org/resources/gender-justice-during-and-beyond-covid19-crisis-en.
- 64 Task Force on Justice (groupe de travail sur la justice), HiIL. « Innovating Justice (une justice innovante) : Nécessaire et possible. Report of the Innovation Working Group (rapport du groupe de travail Innovation) ». *Center on International Cooperation (centre de coopération internationale)*. 2019. <https://www.hiil.org/news/innovating-justice-needed-and-possible-report-of-the-innovation-working-group-of-the-task-force-on-justice/>
- 65 Groupe de travail sur la justice. « Justice for All – Final Report (Justice pour tous - Rapport final). » *Center on International Cooperation*, 2019, <https://www.justice.sdg16.plus/>
- 66 « Fundamental Rights and Non-Discrimination (droits fondamentaux et non-discrimination) ». *World Justice Project*, 2021, worldjusticeproject.org/world-justice-challenge-2021/fundamental-rights-and-non-discrimination. « Justice Needs and Satisfaction of Refugees and Host Communities (besoins et satisfaction en matière de justice des réfugiés et des communautés d'accueil) : Somali and Tigray Regions of Ethiopia (Régions de Somali et du Tigré en Éthiopie) ». *HiIL*, 2020. <https://www.hiil.org/projects/justice-needs-and-satisfaction-of-refugees-in-ethiopia/>
- 67 F Carbonari et al (2020) : Un examen des preuves et une stratégie mondiale pour la prévention de la violence. Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies. Disponible sur <https://www.sdg16hub.org/content/pathfinders-review-evidence-and-global-strategy-violence-prevention>; Alves, Márcia C., et Enrique Desmond Arias. « Understanding TheFica Vivoprogramme (Comprendre le programme Fica Vivo) : Two-Tiered Community Policing in Belo Horizonte, Brazil (police communautaire à deux niveaux à Belo Horizonte, Brésil) ». *Policing and Society*, vol. 22, no. 1, 2012, pp. 101–13. *Crossref*, doi:10.1080/10439463.2011.597857; Steven, D and Sucuoglu, G « What works in conflict prevention? (Qu'est-ce qui fonctionne dans la prévention des conflits ?) » NYU Center on International Cooperation (centre de coopération internationale de NYU, mars 2017 ; « Delivering Justice in the COVID-19 Crisis (rendre justice dans la crise du COVID-19) : Solutions et interventions ». *HiIL*, 2021. <https://dashboard.hiil.org/covid19-solutions-and-interventions/>
- 68 The Associated Press (la presse associée). « Evanston, Illinois, Becomes First U.S. City to Pay Reparations to Black Residents (Evanston, Illinois, devient la première ville américaine à payer des réparations aux résidents noirs) ». *NBC News*, 23 mars 2021, www.nbcnews.com/news/us-news/evanston-illinois-becomes-first-u-s-city-pay-reparations-blacks-n1261791.
- 69 Sampson A and Vitella Maria, « Fight for Peace in Rio and London – assessing their progress and impact – Project Report (lutte pour la paix à Rio et à Londres - évaluation de leurs progrès et de leur impact - rapport de projet) », 2014, <https://repository.uel.ac.uk/item/85v03>; Alves, Márcia C., and Enrique Desmond

- Arias. « Understanding TheFica Vivoprogramme (comprendre le programme Fica Vivo) : Two-Tiered Community Policing in Belo Horizonte, Brazil (police communautaire à deux niveaux à Belo Horizonte, Brésil) ». *Policing and Society*, vol. 22, no. 1, 2012, pp. 101–13. *Crossref*, doi:10.1080/10439463.2011.597857.
- 70 Groupe de travail sur la justice. « Justice for All – Final Report (Justice pour tous - Rapport final. » *Center on International Cooperation*, 2019, <https://www.justice.sdg16.plus/>
- 71 Steven D and Williams M. Governance and COVID-19 (Governance and COVID-19) : A background paper for the 2021 SDG16 Conference (Un document de référence pour la Conférence sur les 16 ODD, 2021). *Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies*. Mars 2021
- 72 Phillips, Ben. Comment combattre l'inégalité : (Et pourquoi ce combat a besoin de vous). 1ère édition, Polity, 2020.
- 73 Steven D and Williams M. Governance and COVID-19 (Governance and COVID-19) : A background paper for the 2021 SDG16 Conference (Un document de référence pour la Conférence sur les 16 ODD, 2021). *Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies*. Mars 2021
- 74 Groupe de travail sur la justice. « Justice for All – Final Report (Justice pour tous - Rapport final. » *Center on International Cooperation*, 2019, <https://www.justice.sdg16.plus/>
- 75 Kayani D et Rafi F. Pakistan Votes. Autorité nationale des bases de données et de l'enregistrement (NADRA). 2013.
- 76 Yu, Xiaoqing. « Social Protection Tools for the 21st Century – ISPA (outils de protection sociale pour le 21e siècle - ISPA) ». *ISPA*, 12 sept. 2017, ispatools.org/blog/about-ipsa.
- 77 Mahmoud, Mustafa. « Stopping the Digital ID Register in Kenya – A Stand Against Discrimination (Stopper le registre d'identité numérique au Kenya - une position contre la discrimination) ». *Namati*, 29 avril. 2019, namati.org/news-stories/stopping-the-digital-id-register-in-kenya-a-stand-against-discrimination.
- 78 Benhassine N et al. « Finding a Path to Formalization in Benin - Early Results after the Introduction of the Entrepreneurial Legal Status (trouver un chemin vers la formalisation au Bénin - premiers résultats après l'introduction du statut juridique de l'entrepreneur) », *World Bank Policy Research Working Paper (document de travail de recherche sur les politiques de la Banque mondiale) 7510*. 2015 : <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/23472/Finding0a0path0prenant0legal0status.pdf?sequence=5&isAllowed=y>
- 79 Groupe de travail sur la justice. « Justice for All – Final Report (Justice pour tous - Rapport final. » *Center on International Cooperation*, 2019, <https://www.justice.sdg16.plus/>
- 80 Groupe de haut niveau sur la justice pour les femmes. Justice pour les femmes - rapport du groupe de haut niveau. *ONU Femmes, OIDD, Banque mondiale et groupe de travail sur la justice*. 2019 ; Banque mondiale, « Why Secure Land Rights Matter (Pourquoi la sécurité des droits fonciers est importante), » 24 mars 2017 - <http://www.worldbank.org/en/news/feature/2017/03/24/why-secure-land-rights-matter>
- 81 Williamson, Claudia R. / 2017. « Praise for Property (éloge de la propriété) ». *Le journal de l'entreprise privée*, 32(4) : 83-94. Acemoglu, Daron, et Simon H. Johnson. « Unbundling Institutions (dégrouper des institutions) ». *SSRN Electronic Journal (journal électronique SSRN)*, 2004. *Crossref*, doi:10.2139/ssrn.442900.
- 82 Hiil. « Document de stratégie : Civil Justice Transformation in Ogun State (transformation de justice civile dans l'État d'Ogun) ». *Hiil*, 2021. <https://www.hiil.org/news/ogun-state-announces-civil-justice-transformation-strategy/>
- 83 Steven D and Williams M. Governance and COVID-19 (Governance and COVID-19) : A background paper for the 2021 SDG16 Conference (Un document de référence pour la Conférence sur les 16 ODD, 2021). *Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies*. Mars 2021
- 84 Observatoire des droits de l'homme. « Bangladesh : L'écrivain meurt après 9 mois de détention ». *Human Rights Watch (Observatoire des droits de l'homme)*, 26 feb. 2021, www.hrw.org/news/2021/02/26/bangladesh-writer-dies-after-9-months-custody.
- 85 Pathfinders for Peaceful, Just & Inclusive Societies. « The Mediators Promoting Justice for All in Nigerian Courts (les médiateurs promouvant la justice pour tous dans les tribunaux nigériens) ». *Champions of Change (champions du changement)*, 30 janvier 2020, medium.com/sdg16plus/the-mediators-promoting-justice-for-all-in-nigerian-courts-106b4a02f796.
- 86 Odendaal, Andreis « An Architecture for Building Peace at the Local Level (une Architecture pour la construction de la paix au niveau local) : A Comparative Study of Local Peace Committees (une étude comparative des comités de paix locaux) », PDNU, décembre 2010, https://www.un.org/en/land-natural-resources-conflict/pdfs/UNDP_Local%20Peace%20Committees_2011.pdf
- 87 Nikole Nelson Champions of Change interview (entretien avec Nikole Nelson, championne du changement) : <https://medium.com/sdg16plus/how-native-health-partners-ensure-justice-for-people-in-alaska-48491c418535>
- 88 Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies. « The Bangladeshi Judge Who Protected People in the Justice System from COVID-19 (le juge bangladais qui a protégé les personnes du système de justice de COVID-19) ». *Moyen*, 8 sept. 2020, medium.com/sdg16plus/the-bangladeshi-judge-who-protected-people-in-the-justice-system-from-covid-19-7a81cda471a2.
- 89 Ayalew Ali D, et al, « Empowering Women through Land Tenure Regularization (autonomiser les femmes par la régularisation des droits fonciers) : Evidence from the Impact Evaluation of the National Program in Rwanda (English) (Évidence de l'évaluation d'impact du programme national au Rwanda (anglais)) », étude de cas du groupe de recherche sur le développement. *Banque mondiale*. 2015
- 90 Partenariat pour un gouvernement ouvert. « Briefing Sessions - Leading the Fight Against Corruption (séances d'information - mener la lutte contre la corruption) : UNGASS et au-delà ». *Partenariat pour un gouvernement ouvert*, 4 mars 2021, www.opengovpartnership.org/events/briefing-sessions-leading-the-fight-against-corruption-ungass-and-beyond.
- 91 Hübscher, E., T. Sattler et M. Wagner. L'austérité provoque-t-elle la polarisation ? *Journal électronique SSRN*. 2020.. https://www.researchgate.net/publication/339989405_Does_Austerity_Cause_Polarization
- 92 Forum économique mondial. « The COVID-19 Crisis Has Reset and Revitalized the Social Contract (La crise du COVID-19 a revitalisé le contrat social). For How Long (Pour combien de temps?) ». *Forum économique mondial*, 13 jan. 2021, www.weforum.org/agenda/2021/01/the-covid-19-crisis-has-revitalized-the-social-contract-for-how-long.
- 93 Anonymous: L'avocat secret : Les histoires de la loi et de la façon dont elle est violée. *MacMillan*. 2018. Thompson, Barney. « Justice pour tous ? Inside the Legal Aid Crisis (la crise de l'aide juridique) ». *Financial Times*, 27 sept. 2018, www.ft.com/content/894b8174-c120-11e8-8d55-54197280d3f7.
- 94 Worley, William. « Tracking the UK's Controversial Aid Cuts (Suivre les réductions d'aide controversées du Royaume-Uni) ». *Devex*, juin 2021, www.devex.com/news/tracking-the-uk-s-controversial-aid-cuts-99883.
- 95 Amnesty International. *Des coupes qui font souffrir : L'impact des coupes dans l'aide juridique en Angleterre sur l'accès à la justice*. Amnesty International, 2016. ; Manuel M et Manuel C. « People-Centred Justice for All (une justice pour tous centrée sur les personnes : A Route to Scaling up Access to Justice Advice and Assistance in Low-Income Countries (Une voie pour étendre l'accès au conseil et à l'assistance en matière de justice dans les pays à faible revenu) ». *Odi.Org*, 13 avril 2021, odi.org/en/publications/people-centred-justice-for-all.



Les Pionniers pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives est un groupe de pays,

d'organisations internationales, de partenariats mondiaux, de la société civile et du secteur privé qui travaillent pour accélérer la réalisation des ODD pour la paix, la justice et l'inclusion (ODD16 +). Les Pionniers sont organisés par le Centre de Coopération Internationale de l'Université de New York.



Le Groupe de Travail sur la Justice était présidé par les ministres de l'Argentine, des Pays-Bas, de la Sierra Leone, ainsi que par The Elders. Son rapport Justice pour tous présente un programme d'action aidant à atteindre les objectifs des ODD qui promettent la justice pour tous. Les Pionniers pour la Justice traduiront les recommandations du groupe de travail en action et favoriseront une transition vers une justice à visage humain.

<https://www.justice.sdg16.plus/>



PATHFINDERS
FOR PEACEFUL, JUST AND INCLUSIVE SOCIETIES